

nice matin

Edition de CORSE HEBDO

Vendredi 5 Novembre 2004 - Libre opinion

N° 278. Construire le temps des débats

par André Paccou, délégué de Corse de la Ligue des droits de l'Homme

Libre opinion

En quelques semaines, la Corse s'est mise en mouvement pour dire non au rejet de l'Autre qui, ici comme ailleurs, pourrait se banaliser si nous n'y prenons garde. Rassemblement de 500 personnes à Corte, débats dans les assemblées départementales et territoriale, motions contre le racisme des deux conseils généraux, manifestation à Ajaccio qui, bien au-delà des clivages traditionnels, a mobilisé plus de 2000 personnes (rapporté à la population française, ce chiffre serait impressionnant), et des débats à venir dont certains seront organisés sous l'égide du Conseil économique, social et culturel de Corse. La Corse s'est mise en mouvement contre le racisme et la xénophobie, et pourtant le racisme lui revient dans la figure comme un boomerang.

Que n'a-t-on pas lu et entendu de caricatures pour encore une fois nous accabler ! Ces jours-ci, un rapport écrit par M. Ruffm affirme que nous sommes une terre du racisme. Ces chiffres dont on ne sait ce qu'ils mesurent, sonnent comme des évidences puisqu'ils confortent des préjugés anti-corses, eux-mêmes régulièrement entretenus par des hommes politiques et des médias nationaux.

Pourtant, les occasions n'ont pas manqué pour nous rendre un peu de justice. Par exemple, les journalistes venus régulièrement en Corse pour relater nos mobilisations antiracistes auraient pu informer sur l'importance de celles-ci. A l'évidence, nous avons démontré à plusieurs reprises que le racisme n'est pas, ici, un consensus idéologique ou culturel !

L'importance de ces mobilisations est également un encouragement pour toutes celles et pour tous ceux qui, hors de Corse, préparent d'autres manifestations contre la haine de l'Autre.

Mais au lieu de cela, qu'avons-nous constaté au lendemain de notre défilé à Ajaccio ? Quelques articles insignifiants voire même une absence d'information dans la presse écrite française, pourtant toujours prompte à réagir lorsqu'il s'agit de nous dénigrer.

Les questions à poser Evidemment, nous sommes conscients que les motions de principe et les rassemblements publics ne sont pas suffisants. Nous savons que le besoin de débattre est présent dans toutes les organisations et dans toutes les communautés. Après le temps des manifestations, il nous faudra, ensemble, construire le temps des débats. Il nous faudra aborder des questions complexes et difficiles comme celle de l'immigration par exemple, à condition de rejeter la logique du bouc émissaire. Cette question n'est pas un tabou.

Elle travaille toutes les sociétés et fait régulièrement l'objet de débats dans les démocraties. Pourquoi ne serait-elle pas débattue en Corse ? Il y a ceux qui proposeront l'ouverture des frontières, et d'autres, la régulation des flux migratoires, à partir de quotas, par exemple.

Un débat contradictoire s'organisera. Des offres politiques différentes seront faites aux citoyens qui, eux-mêmes, débattront. Quant à la Ligue des droits de l'homme, elle occupera sa place, toute sa place, rien que sa place, pour dire ce qu'elle pense de ces différentes offres politiques et en quoi, elles développent ou portent atteinte aux droits des personnes.

Ainsi va la démocratie. Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue que les libertés de circuler ou de s'installer s'organisent de plus en plus dans un cadre européen. Pour contribuer à la sauvegarde de ces libertés, le peuple corse doit demeurer une communauté à la fois singulière et intégrante.

D'autres questions de société devront être débattues. Elles sont l'affaire de tous. Aujourd'hui, il est indispensable que tous les citoyens corses, quelle que soit leur origine, se mêlent des affaires de la Corse car ce sont leurs affaires.

Si les regroupements en associations communautaires sont utiles pour organiser et faire vivre les différentes appartenances culturelles qui sont une richesse pour notre société, ils ne sont pourtant pas suffisants.

L'engagement, dans d'autres associations culturelles, dans des syndicats et des organisations politiques, est indispensable pour faire vivre la citoyenneté et donner sens, ici et maintenant, à la communauté de destin.

Enseignement obligatoire

Certaines questions importantes devront être abordées au plus vite car le rejet de l'Autre se nourrit de souffrances que tentent d'exploiter, à la moindre occasion, quelques idéologues du pire. Il y a les souffrances sociales : le chômage, la précarité, les exclusions, la cherté de la vie et l'insuffisance des salaires, ici plus qu'ailleurs.

En Corse, nous vivons une situation d'urgence sociale. Les débats à venir n'auront de sens que s'ils transforment le quotidien des citoyens. Il y a les souffrances identitaires.

Pourquoi, par exemple, ne pas aborder la possibilité d'un enseignement obligatoire de la langue corse, sans passion idéologique ?

En constatant simplement que l'enseignement actuel, en filière séparée, tourne le dos à des principes républicains car il organise des regroupements d'enfants sur des bases communautaires au sein de l'Ecole.

Un enseignement obligatoire permettrait l'égalité d'accès à l'apprentissage de la langue corse. Il permettrait de créer du lien entre les générations et entre les citoyens installés en Corse depuis longtemps et ceux qui veulent s'y installer durablement.

Rejeter les extrêmes

Lorsque les souffrances sociales et identitaires se confondent, lorsque les hommes conçoivent la société comme une juxtaposition de communautés concurrentes, lorsque le projet d'une communauté de destin est mis en cause, et avec lui, notre capacité à établir un lien entre notre singularité et l'universel, viennent alors des temps dangereux.

Pour nous aider à traverser ces temps où seuls les extrêmes s'affirment, je souhaiterais que nous puissions aussi débattre de cette réflexion de l'intellectuel libanais, Amin Maalouf «La sagesse est un chemin de crête, la voie étroite entre deux précipices extrêmes».

En matière d'immigration, la première des conceptions extrêmes est celle qui considère le pays d'accueil comme une page blanche où chacun pourrait écrire ce qui lui plaît, ou, pire, comme un terrain vague où chacun pourrait s'installer, sans rien changer à ses gestes et à ses habitudes.

L'autre conception extrême est celle qui considère le pays d'accueil comme une page déjà écrite et imprimée, comme une terre dont les lois, les valeurs, les croyances, les caractéristiques culturelles et humaines auraient déjà été fixées une fois pour toutes, les émigrants n'ayant plus qu'à s'y conformer.

Les deux conceptions me paraissent également irréalistes et nuisibles. Les aurais-je représentées de manière caricaturale ? Je ne le crois pas, hélas. D'ailleurs, à supposer que je l'aie fait, il n'est pas inutile de broser des caricatures, elles permettent à chacun de mesurer l'absurdité de sa position si elle était poussée jusqu'à sa conséquence ultime; quelques-uns continueront à s'entêter, tandis que les hommes de bon sens avanceront d'un pas vers l'évident terrain d'entente, à savoir, que le pays d'accueil n'est ni une page blanche, ni une page achevée; c'est une page en train de s'écrire". (Les identités meurtrières – 1998).

Je suis profondément convaincu qu'ici, en Corse, comme ailleurs, le développement de la démocratie et des droits, dans l'égalité, n'est possible que si les hommes de bon sens s'unissent sans plus attendre.